Le Monde, 8 juin 2013

Le chemin de croix de Marylise Lebranchu

Une réforme a minima de la décentralisation a été adoptée par le Sénat

C'est la ministre « *punching ball* », celle sur laquelle « *les chat sont autorisés à être* », consolide un conseiller gouvernemental. Marylise Lebranchu, routière expérimentée des traversées gouvernementales, ministre de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, prend des coups. Elle a soutenu, mardi 4 juin, devant les sénateurs, sa partie du projet de loi de décentralisation, adopté, jeudi 6 juin, par le Sénat. Mais si la création des métropoles lyonnaise et marseillaise a été validée, le Grand Paris est passé à la trappe, tout comme le nouveau schéma de gouvernance des territoires.

Les coups les plus appuyés sont venus de sa famille. Dès le 30 mai, le président du groupe socialiste à la Ve, dans la salle de conférences du Sénat, Roland Povinelli (PS, Bouches-du-Rhône) dit son indignation à l'annonce du projet. « *On veut nous faire* », lance le Sénateur septuagénaire avant de passer aux menaces : « *je vais mettre le feu !* ». Il d'appeler au départ du gouvernement de Mme Lebranchu. Ambiance.

Pour les barons des élus socialistes, la ministre de la réforme de l'Etat s'y frotte depuis que le président Hollande lui a confié la mission d'alléger le mille-feuille de la fonction publique territoriale, de rationaliser les compétences croisées des collectivités. Mot d'ordre de l'Elysée : « *écarter les superpositions, les enchevêtrements* ». « *Ancienne vice-présidente de la région Bretagne, fin connaisseur des dédales de distributions bonapartiste de la ruralité, Marylise Lebranchu avait a priori tout pour être la femme de la situation. Lorsqu'elle accepte le ministère, elle a un plan. Faire vite, avec un texte court, qui pose un cadre pour un nouveau acte de décentralisation, Ciel* » *aimé entre deux tonnes animaux. Mais, de consultations en consultation, le texte s'enverme, chaque représentant de collectivités s'agaçant de ne pas obtenir de réponse positive à ses doléances. Le projet de la ministre, c'est « un vaste fatras* », lui lance Michelle Vautrin, président PS de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. « *Il faut trancher* », lui dit Alain Rousset, président PS de l'association des régions de France. Au Sénat, le projet n'est pas sécurisé. Un texte « *flou, lourd, confus* », cingle Jean-Pierre Sueur (PS, Loiret).

« *Marylise paie pour tout le monde* », retrace Claudy Lebreton, président de l'Assemblée des départements de France. « *Elle tient le bilan des politiques de l'Etat passées et des ministères de l'Intérieur, du logement, des transports qui ne sont discrètement pas mis dans le projet de loi pour faire passer ce qui lui en reste et la faire tenir seule au front face aux élus* », lui a-t-il confié.

Quatre ans, les associations d'élus « *il leur faut trouver un lieu, évoquive à leur propre échec puisque ils qui ne sont pas parvenus à l'entraîner dans le projet de loi pour faire passer ce qui lui en reste* » Ardèche) et rapporteur du texte à l'Assemblée. Le projet de loi ne dépasse pas le « *bricolage* » et ne parle « *ni de fiscalité ni de gouvernance* » ajoute-t-il, laissant entendre que pour gagner en confort, c'est un poids lourd qu'il faudrait placer sur le ring. Mme Lebranchu continue d'encaisser les coups. Mais elle laisse transparaître ses doutes : « *J'ai comme une impression de solitude* » ■

Eric Nunès

« Après l'étape du compromis, il faut trancher. Marylise Lebranchu est un poids moyen »
Jean-Marie Le Guen
député PS (Paris)

les détails des compétences pour ne pas fâcher les lobbies d'élus », explique alors son entourage.

Mais la méthode n'est pas compatible avec celle de l'Elysée. « *Il a fallu d'abord donner tous les partis* », rend compte sobrement Anne-Marie Escoffier, ministre chargée de la décentralisation. « *François Hollande, lui, a une autre méthode, plus méthode bulldozer, chaque réunion de son cortège chacun des protagonistes et puis, finetto cacher! On verra bien ce qui se passera* ». Ulassée le socialiste Jean-Pierre Balligand, président de l'Institut de la décentralisation.

La ministre se conforme à la ligne présidentielle et consulte

La ministre de la décentralisation, au Sénat, jeudi 6 juin. J. C. MARTIN POUR LE MONDE

Phoca PDF